

- MAYOTTE -



BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 130

4^{ème} trimestre 2006

~

- Mars 2007 -

Sommaire

Méthodologie	5
1. Synthèse	7
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
5. Rappel des taux	18
5.1 <i>Taux réglementés</i>	18
5.2 <i>Principaux taux de marché</i>	18
5.3 <i>Taux de l'usure</i>	18
6. Monnaie fiduciaire	19
6.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	19
6.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	19

Méthodologie

1) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

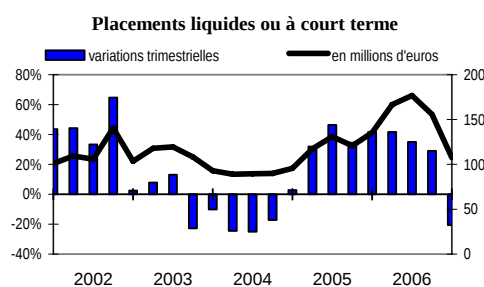
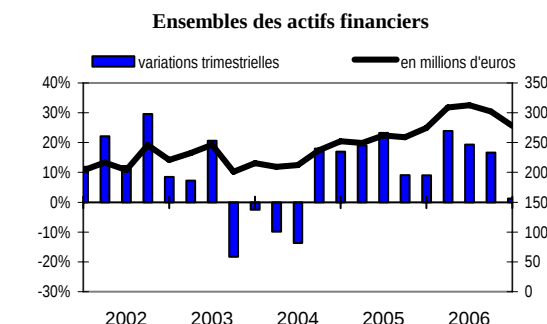
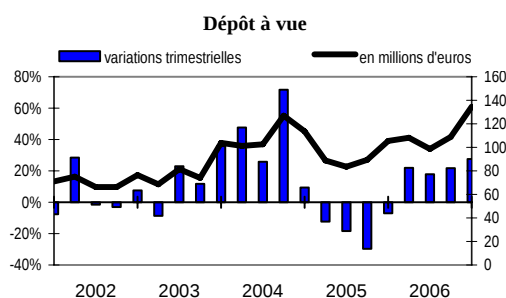
a) les actifs financiers

Au 31 décembre 2006, l'encours global des actifs financiers recensés à Mayotte s'élève à 278,2 millions d'euros, en hausse de 1,2 % en glissement annuel (après + 9,0 % l'année précédente).

Sur un an, cette augmentation est imputable aux ménages (+ 18,7 % ; soit 21,8 millions d'euros supplémentaires). Ces actifs sont composés à 48,4 % de dépôts à vue, 38,6 % de placements liquides ou à court terme et 13,0 % d'épargne à long terme.

Dans le détail, les dépôts à vue ont été particulièrement dynamiques puisqu'ils ont progressé de 27,5 % en glissement annuel. De la même manière, l'épargne à long terme s'est accrue de 6,7 % alors que l'évolution des placements liquides ou à court terme a été négative (soit - 20,6 %).

Au 31 décembre 2006, l'encours des dépôts à vue s'élève à 134,5 millions d'euros, en hausse de 27,5 % sur un an (soit + 29,0 millions d'euros) contre - 7,0 % l'année précédente. Cette progression concerne tant les ménages (+ 27,0 % sur un an ; pour 13,8 millions d'euros en plus) que les sociétés non financières (+ 22,8 %, soit + 9,2 millions d'euros) ou les autres agents (+ 42,2 %, soit 6,0 millions d'euros supplémentaires).



Les placements liquides ou à court terme¹, qui s'établissent à 107,5 millions d'euros, enregistrent un net recul, de 31,0 % sur le dernier trimestre de l'année et de 20,6 % sur un an. Cette tendance est liée à la forte baisse des placements indexés sur les taux du marché monétaire (- 43,6 % en glissement annuel, soit une perte de 30,1 millions d'euros en un an), qui représentent 62,0 % du total des placements liquides ou à court terme.

Alors que les placements liquides ou à court terme des ménages ont progressé de 9,1 % sur un an (soit 4,3 millions d'euros supplémentaires), ceux des entreprises et des autres agents ont chuté respectivement - 42,5 % et - 33,2 %.

L'encours d'épargne à long terme s'élève à 36,2 millions d'euros, en hausse de 6,7 % sur un an (soit un gain de 2,3 millions d'euros).

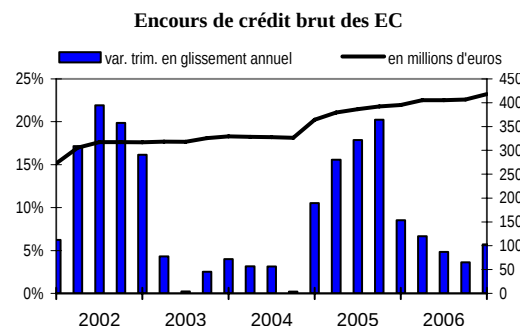
¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

Par ailleurs, il convient de signaler que l'épargne à long terme² détenue par les ménages, qui engendre 62,4 % du total de l'épargne, a été particulièrement dynamique sur l'année 2006 (+ 20,0 % en un an, soit 3,8 millions d'euros en plus), contrairement à celle des autres agents (36,7 % du total) qui a reculé de 11,4 % sur la même période (soit une perte de 2,3 millions d'euros).

b) Les passifs financiers

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit (toutes zones confondues) s'inscrit en hausse au 31 décembre 2006. En effet, l'encours global de crédit atteint 417,9 millions d'euros, en progression de + 5,7 % en glissement annuel après + 2,8 % l'année antérieure.

Les créances douteuses brutes ont encore reculé en 2006 (- 2,4 %, après - 3,7 % en 2005).



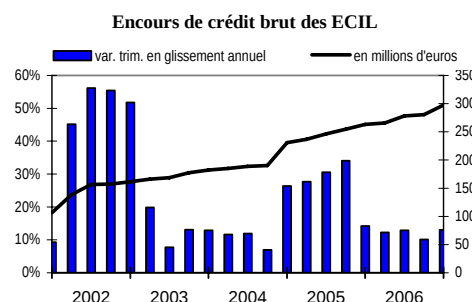
Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la collectivité départementale (47,2 % du total) affichent une orientation à la forte hausse (+ 11,1 % sur les encours totaux en un an et + 12,9 % sur les encours sains). Cette progression provient principalement des crédits d'investissement (soit 49,5 % du total), en hausse de 12,4 %.

L'encours total en faveur des ménages a également progressé en un an (+ 12,6 % en glissement annuel, après + 17,5 % l'année antérieure) et atteint 139,8 millions d'euros.

Par contre, l'encours aux collectivités locales, qui s'élève à 76,2 millions d'euros, enregistre une baisse de 13,6 % sur l'année 2006.

L'encours global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 297,5 millions d'euros (+ 13,0 % en glissement annuel, après + 14,2 % l'année précédente), confirmant ainsi leur regain d'activité observé depuis décembre 2004.

Quant à l'encours sain, il progresse à la même allure que l'encours total (+ 13,2 % en un an). En outre, il convient de préciser que le taux de créances douteuses s'élève, pour les ECIL, à 3,9 %, en léger recul par rapport à la fin 2005 (4,0 %). Son niveau est particulièrement modéré.



Les ménages, qui représentent 46,6 % du total des encours, sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. A la fin de l'année 2006, les crédits accordés aux ménages, qui s'élèvent à 139,8 millions d'euros, s'inscrivent en hausse de 12,6 % sur un an (soit 15,7 millions d'euros supplémentaires).

Cette augmentation est essentiellement imputable aux financements de l'habitat (+ 20,2 %, avec + 9,9 millions d'euros en un an) et de la consommation (+ 7,9 %, après + 13,7 % en 2005).

Juste après les ménages, les entreprises constituent les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit locaux (44,7 % du total). Leurs encours totaux s'accroissent de 17,9 % en un an, pour atteindre 138,8 millions d'euros.

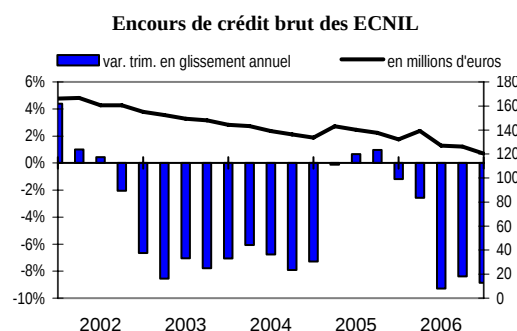
² Les statistiques relatives à l'épargne à long terme des agents résidents ne sont pas encore exhaustives. En effet, les chiffres présentés ci-après n'incluent pas les encours des contrats souscrits auprès des compagnies d'assurances. Les données obtenues permettent néanmoins d'estimer les montants investis par les résidents de Mayotte en placements à long terme.

Composés à 90,9 % de crédits à l'équipement et à 9,1 % seulement de crédit-bail, les crédits d'investissement affichent une progression en glissement annuel de 13,0 %, pour s'établir à 96,6 millions d'euros à la fin de l'année 2006.

Par ailleurs, les crédits d'exploitation des entreprises (dont 49,3 % de crédits de trésorerie et 30,9 % de comptes ordinaires débiteurs) progressent de 23,8 %, à 27,3 millions d'euros. Enfin, le taux des créances douteuses brutes sur l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en hausse de 0,1 point entre décembre 2005 et décembre 2006, à 4,8 % (+ 0,1 point sur un an). Ce niveau reste convenable.

Au 31 décembre 2006, **le total des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** s'élève à 120,4 millions d'euros (28,8 % du total des crédits accordés à Mayotte), affichant un recul de 8,9 % sur un an. Cette situation traduit le désengagement progressif des ECNIL, qui s'est amorcé en juin 2002 au profit des établissements de crédit locaux.

Ainsi, les encours sains régressent de 9,7 % sur la même période. Le taux de créances douteuses brutes représente 24,6 % (+ 0,6 point en un an) du total des concours consentis par les ECNIL, soit un niveau particulièrement élevé.



Les collectivités locales, qui représentent 50,1 % des encours totaux, sont les premiers débiteurs des ECNIL. A la fin de l'année 2006, les crédits qui leur ont été accordés s'élèvent à 70,2 millions d'euros, soit une baisse de 14,1 % (9,9 millions d'euros en moins).

Par ailleurs, les crédits à l'équipement des collectivités locales, qui constituent 67,9 % des crédits aux collectivités locales, diminuent de 11,2 % en un an pour atteindre 60,4 millions d'euros.

Les entreprises sont les deuxièmes débiteurs des établissements de crédit non installés localement (48,5 % du total). Leurs encours totaux régressent de 2,3 %, en un an (après - 8,9 % un an auparavant), pour atteindre 58,3 millions d'euros.

Les crédits à l'habitat des entreprises (soit 42,0 % du total des crédits aux entreprises) affichent une tendance à la baisse (- 3,2 %), pour s'établir à 25,3 millions d'euros à la fin de l'année 2006 ; le reste (soit 51,2 %) étant constitué pour l'essentiel de créances douteuses brutes.

2 - Perspectives

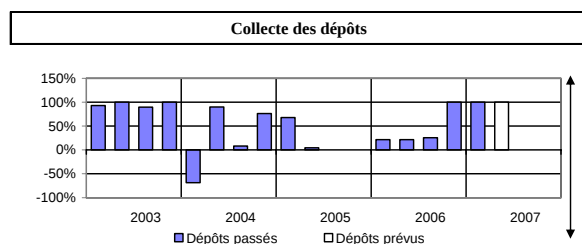
Selon **les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM**, la collecte des dépôts s'est intensifiée au cours du premier trimestre 2007. Cette tendance devrait se poursuivre au cours du second trimestre de l'année 2007.

Par ailleurs, il convient de noter qu'à la fin du premier trimestre 2007, le financement de l'habitat, la production des crédits d'équipement, d'exploitation aux entreprises et à la consommation des particuliers sont toujours aussi dynamiques. Ces différents financements devraient encore être orientés à la hausse au trimestre prochain.

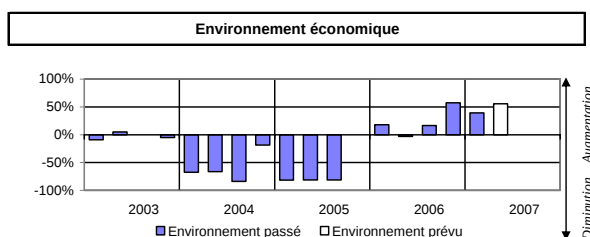
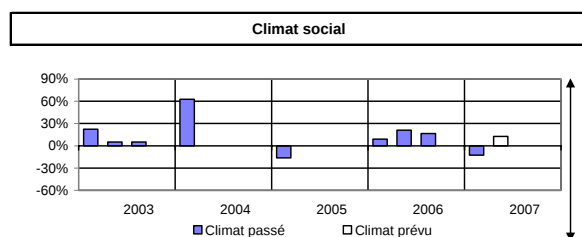
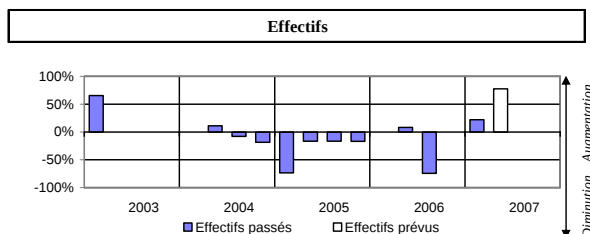
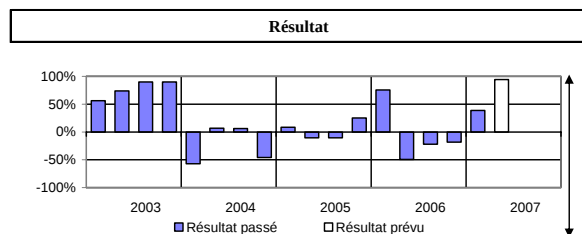
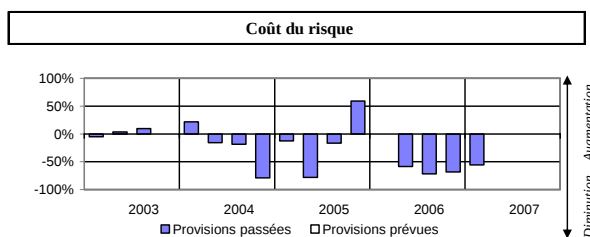
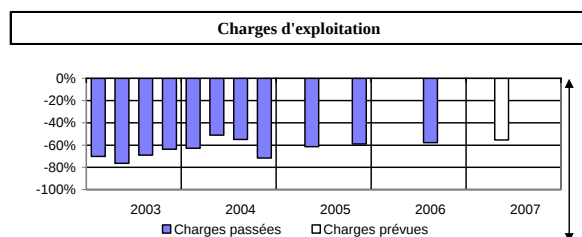
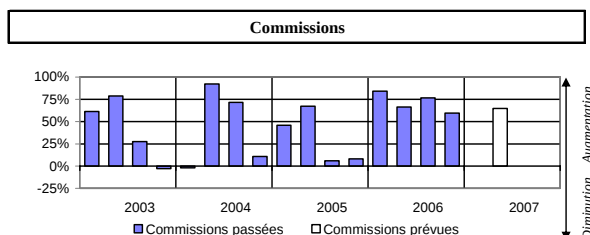
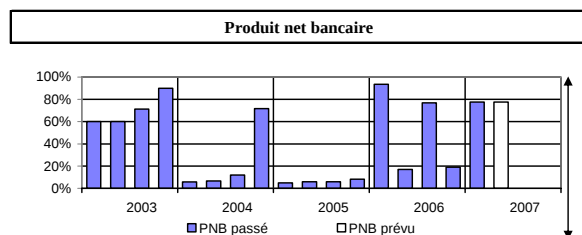
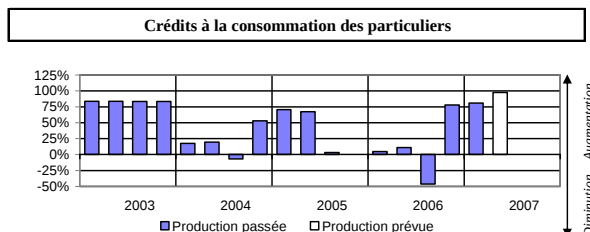
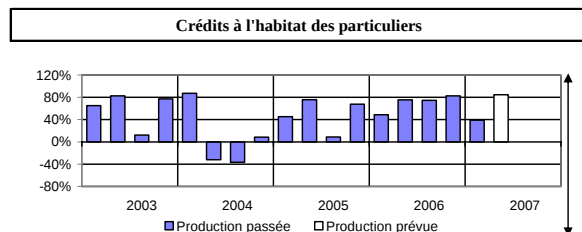
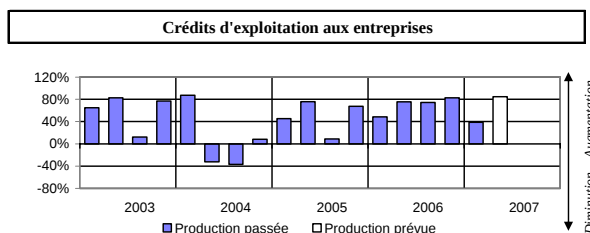
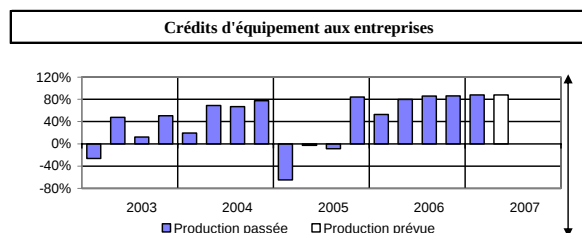
En terme de rentabilité, la progression du produit net bancaire et des commissions des établissements de crédit devrait se poursuivre au second trimestre 2007. Après une nette dégradation au cours du troisième trimestre 2006, les charges d'exploitation se sont stabilisées depuis la fin de l'année 2006, comme l'avaient annoncé les dirigeants des établissements de crédit.

Enfin, les établissements de crédit estiment que le climat social s'est dégradé durant le premier trimestre 2007.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMR, SOFIDER, SOREFI)

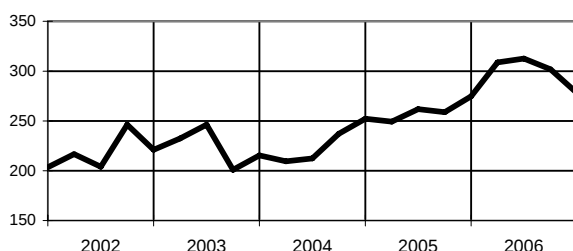


3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

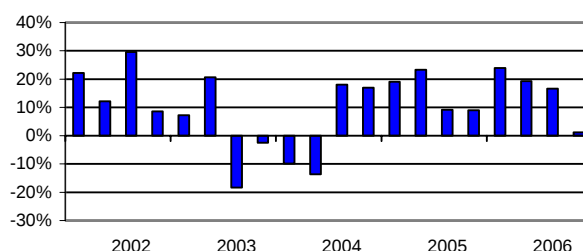
	Montants en millions au										Variations	
	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	1 an	1 trim.	
Sociétés non financières	46,125	57,213	68,776	64,785	70,200	94,095	118,030	105,585	66,860	-4,8%	-36,7%	
Dépôts à vue	35,793	26,946	28,777	29,652	40,144	37,074	32,336	39,051	49,312	22,8%	26,3%	
Placements liquides ou à court terme	10,262	30,267	39,999	35,042	29,923	56,888	85,564	66,398	17,200	-42,5%	-74,1%	
Comptes d'épargne à régime spécial										-	-	
Placements indexés sur les taux de marché	10,262	30,267	39,999	35,042	29,923	56,888	85,564	66,398	17,200	-42,5%	-74,1%	
dont comptes à terme	3,039	8,079	8,302	6,522	8,115	8,857	9,054	5,365	8,954	10,3%	66,9%	
dont OPCVM monétaires	0,010			1,015	1,071	1,071	0,675	1,329	2,610	143,7%	96,4%	
dont certificats de dépôt	7,000	21,975	31,483	27,383	20,372	46,593	75,468	59,168	5,100	-75,0%	-91,4%	
Epargne à long terme	0,070			0,091	0,133	0,133	0,130	0,136	0,348	161,7%	155,9%	
dont OPCVM non monétaires					0,045	0,045	0,046	0,046	0,248	451,1%	439,1%	
Ménages	97,601	97,392	106,136	107,441	116,778	128,779	128,340	130,334	138,610	18,7%	6,3%	
Dépôts à vue	42,314	40,104	43,638	45,838	51,103	61,979	55,746	57,495	64,900	27,0%	12,9%	
Placements liquides ou à court terme	45,762	47,693	48,578	46,292	46,857	47,850	48,760	48,790	51,131	9,1%	4,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	34,600	37,673	38,665	36,335	38,288	39,313	38,896	37,507	40,478	5,7%	7,9%	
Livrets ordinaires	33,074	36,078	36,992	34,477	36,258	37,191	36,762	35,392	38,235	5,5%	8,0%	
Livrets A et bleus										-	-	
Livrets jeunes	0,002	0,002	0,002	0,002	0,001	0,001			0,029	2800,0%	-	
Livrets d'épargne populaire	0,009	0,009	0,008	0,008	0,010	0,010	0,010	0,010	0,019	90,0%	90,0%	
CODEVI	0,068	0,061	0,060	0,060	0,055	0,060	0,051	0,057	0,076	38,2%	33,3%	
Comptes d'épargne logement	1,447	1,523	1,603	1,788	1,964	2,051	2,073	2,048	2,119	7,9%	3,5%	
Placements indexés sur les taux de marché	11,162	10,020	9,913	9,957	8,569	8,537	9,864	11,283	10,653	24,3%	-5,6%	
dont OPCVM monétaires	0,496			0,388	0,416	0,416	0,684	0,916	1,147	175,7%	25,2%	
dont Comptes créditeurs à terme	4,247	3,846	5,306	4,837	3,610	3,345	4,350	6,116	5,342	48,0%	-12,7%	
Epargne à long terme	9,525	9,595	13,920	15,311	18,818	18,950	23,834	24,049	22,579	20,0%	-6,1%	
Plans d'épargne logement	7,810	7,958	8,353	8,430	9,731	9,863	9,920	9,927	10,449	7,4%	5,3%	
Plans d'épargne populaire	0,360	0,360	0,364	0,309	0,349	0,349	0,294	0,285	0,281	-19,5%	-1,4%	
Autres comptes d'épargne	0,006	0,006	0,013	0,010	0,015	0,015	0,023	0,015	0,034	126,7%	126,7%	
Portefeuille-titres	0,813			0,514	0,526	0,526	0,501	0,565	0,536	1,9%	-5,1%	
OPCVM non monétaires	0,536	0,536	0,551	0,551	1,959	1,959	5,068	5,097	2,525	28,9%	-50,5%	
Contrats d'assurance-vie		0,735	4,639	5,497	6,238	6,238	8,028	8,160	8,754	40,3%	7,3%	
Autres agents	108,396	94,704	87,053	86,685	87,817	85,964	66,190	66,051	72,681	-17,2%	10,0%	
Dépôts à vue	35,393	21,685	11,168	13,796	14,258	9,161	10,377	12,139	20,282	42,2%	67,1%	
Placements liquides ou à court terme	39,517	39,533	42,420	39,424	58,580	61,824	42,539	40,638	39,125	-33,2%	-3,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,099	0,115	0,401	0,405	0,302	0,297	0,271	0,270	0,357	18,2%	32,2%	
Placements indexés sur les taux de marché	39,418	39,418	42,019	39,019	58,278	61,527	42,268	40,368	38,768	-33,5%	-4,0%	
Epargne à long terme	33,486	33,486	33,465	33,465	14,979	14,979	13,274	13,274	13,274	-11,4%	-	
Total actifs financiers	252,122	249,309	261,965	258,911	274,795	308,838	312,560	301,970	278,151	1,2%	-7,9%	
Dépôts à vue	113,500	88,735	83,583	89,286	105,505	108,214	98,459	108,685	134,494	27,5%	23,7%	
Placements liquides ou à court terme	95,541	117,493	130,997	120,758	135,360	166,562	176,863	155,826	107,456	-20,6%	-31,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	34,699	37,788	39,066	36,740	38,590	39,610	39,167	37,777	40,835	5,8%	8,1%	
Placements indexés sur les taux de marché	60,842	79,705	91,931	84,018	96,770	126,952	137,696	118,049	66,621	-31,2%	-43,6%	
Epargne à long terme	43,081	43,081	47,385	48,867	33,930	34,062	37,238	37,459	36,201	6,7%	-3,4%	

Ensembles des actifs financiers

en millions d'euros

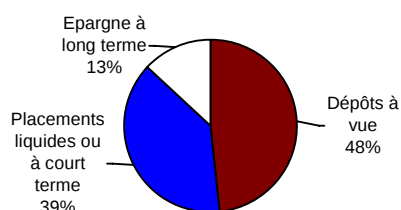


Variations trimestrielles en glissement annuel

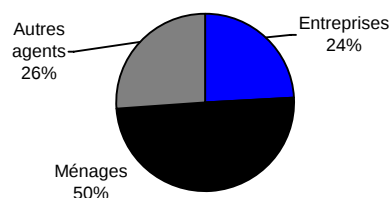


Structure des actifs financiers

Structure par nature

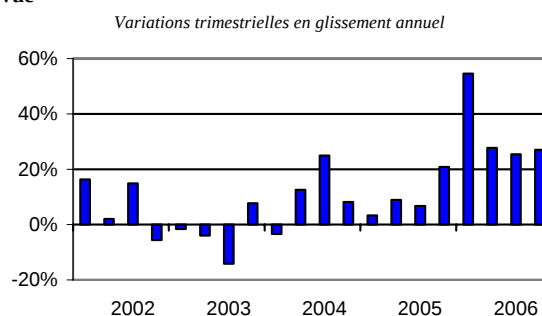
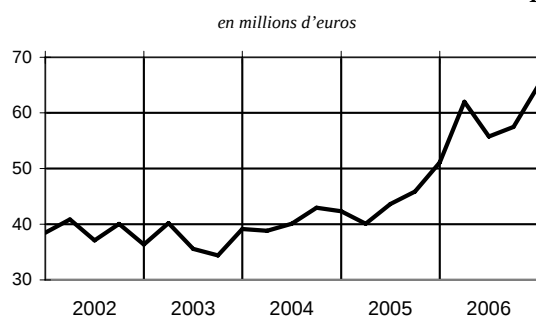


Structure par agent

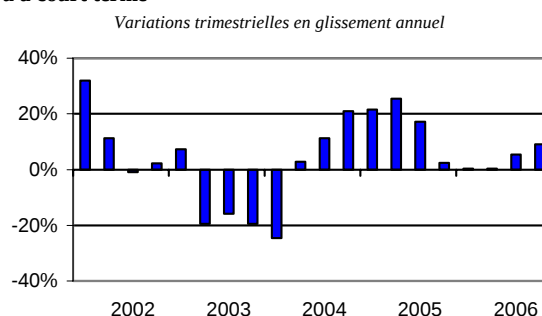
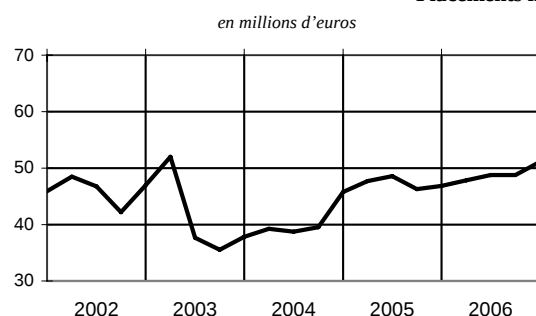


Les placements des ménages

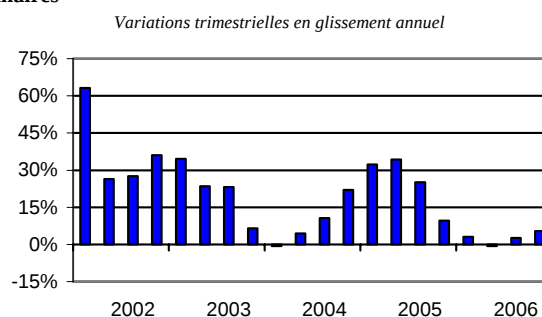
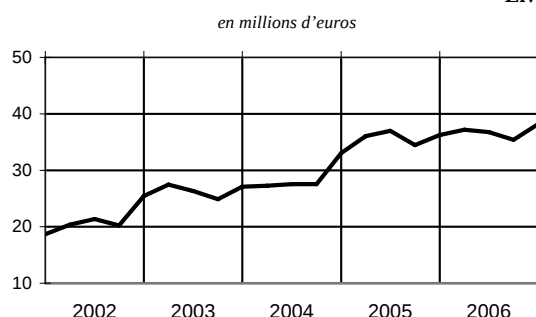
Dépôts à vue



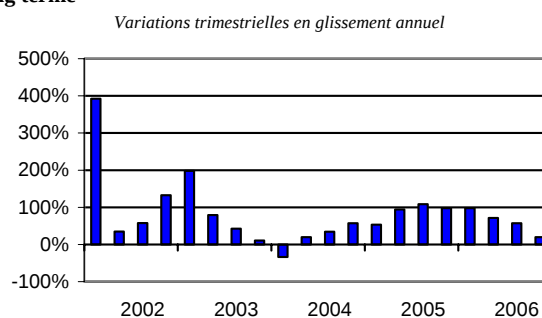
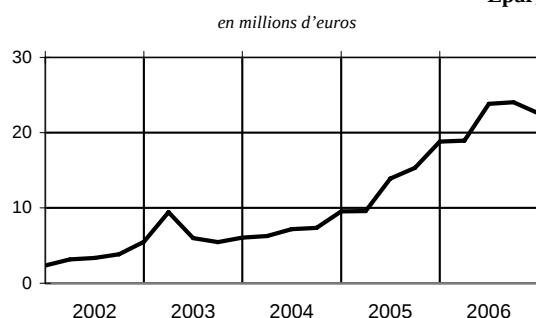
Placements liquides ou à court terme



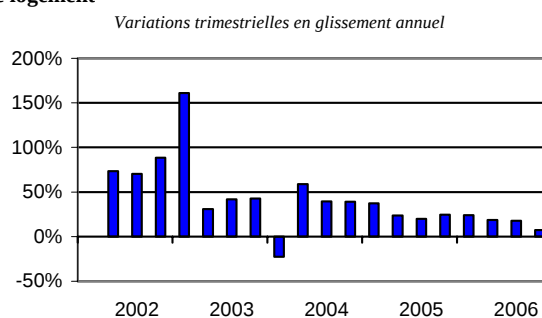
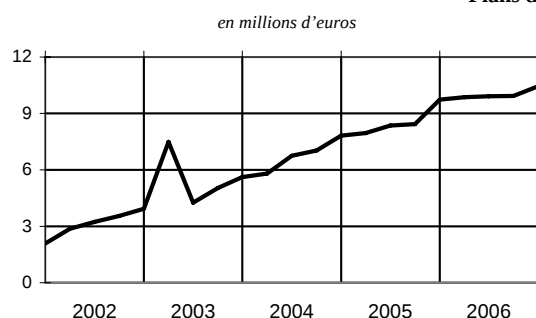
Livrets ordinaires



Epargne à long terme

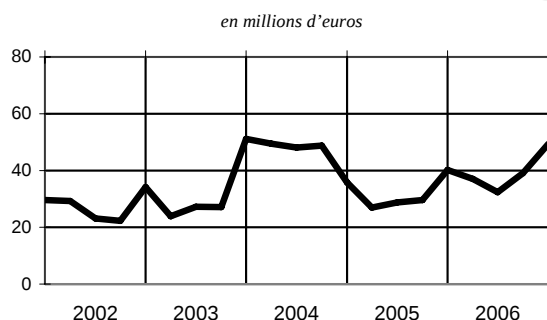


Plans d'épargne logement

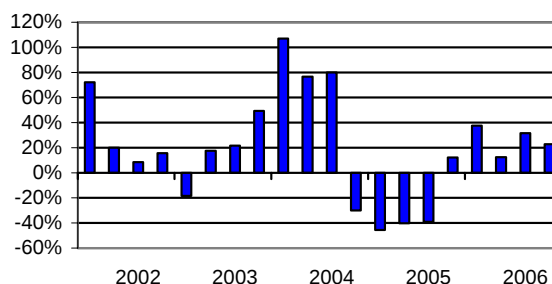


Les disponibilités des entreprises

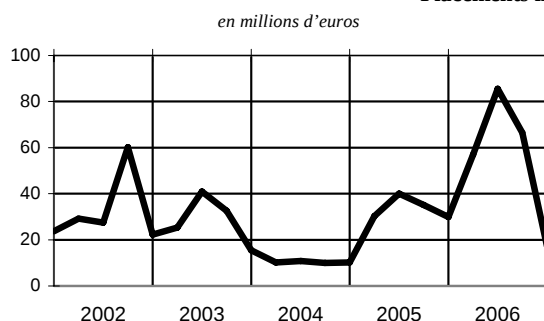
Dépôts à vue



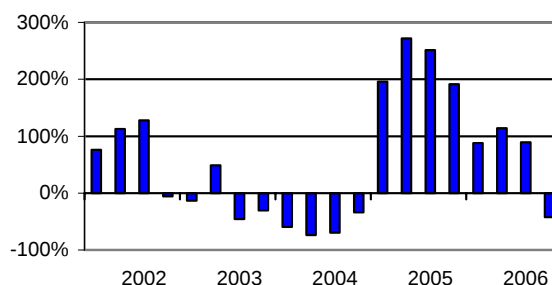
Variations trimestrielles en glissement annuel



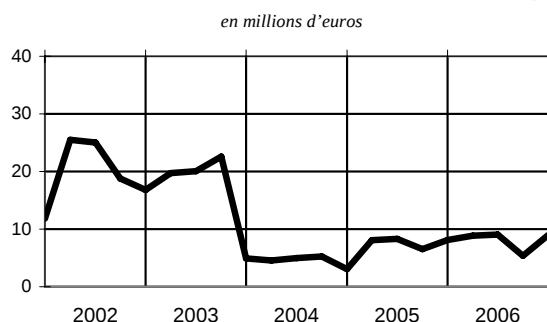
Placements liquides ou à court terme



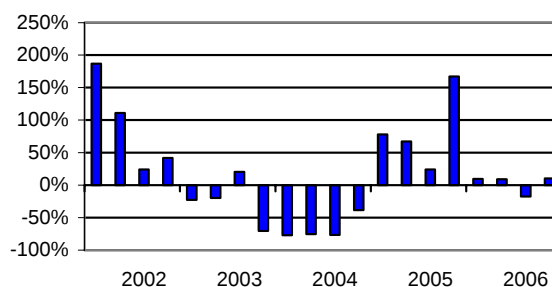
Variations trimestrielles en glissement annuel



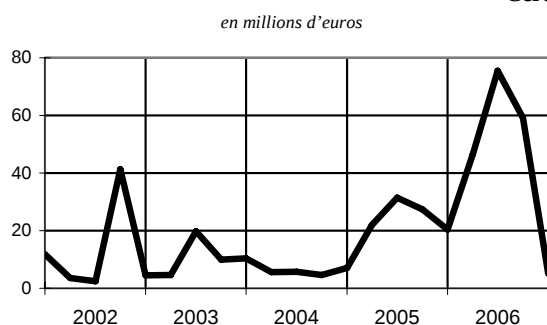
Dépôts à terme



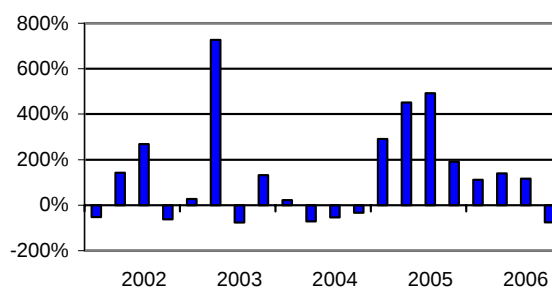
Variations trimestrielles en glissement annuel



Certificats de dépôt

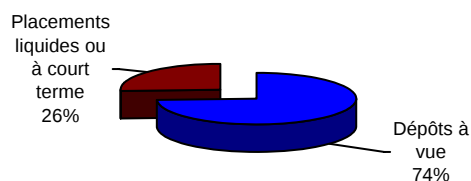


Variations trimestrielles en glissement annuel

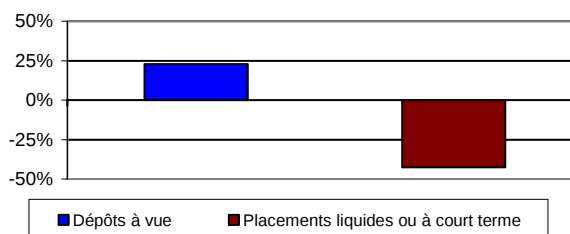


Structure des actifs financiers des entreprises par nature

Actifs financiers des entreprises



Variations en glissement annuel - 4ème trim. 2006

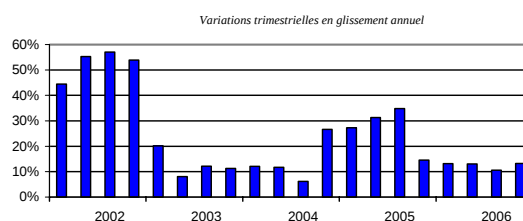
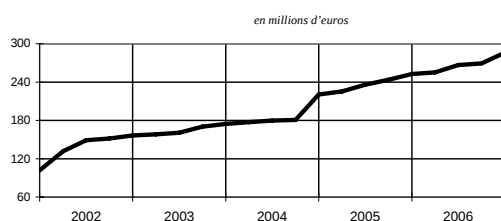


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

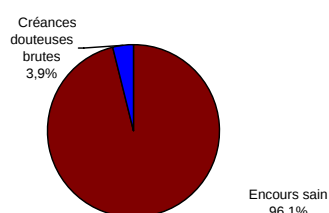
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-04	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	16,932	19,748	21,500	21,842	23,196	22,065	21,998	27,016	26,277	13,3%	-2,7%
Créances commerciales	3,875	4,610	3,506	3,948	4,099	3,594	3,760	5,029	4,709	14,9%	-6,4%
Crédits de trésorerie	8,992	10,159	11,067	10,526	12,691	13,451	13,542	14,088	15,561	22,6%	10,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,065	4,979	6,927	7,368	6,406	5,020	4,696	7,899	6,007	-6,2%	-24,0%
Affectation											
Crédits d'investissement	65,074	76,644	77,211	80,258	82,671	85,498	87,082	87,306	87,346	5,7%	0,0%
Crédits à l'équipement	62,110	73,684	74,207	73,916	76,213	78,947	79,929	79,415	79,234	4,0%	-0,2%
Crédit-bail	2,964	2,960	3,004	6,342	6,458	6,551	7,153	7,891	8,112	25,6%	2,8%
Crédits à l'habitat	7,201	2,411	2,563	2,995	3,634	4,594	4,772	5,326	5,478	50,7%	2,9%
Autres crédits				0,495	0,495	0,030	0,055	0,108	0,667		
Encours sain	89,207	98,803	101,274	105,590	109,996	112,187	113,907	119,756	119,768	8,9%	0,0%
Créances douteuses brutes	6,066	5,191	6,381	4,914	4,730	5,496	5,792	7,314	6,950	46,9%	-5,0%
Encours total	95,273	103,994	107,655	110,504	114,726	117,683	119,699	127,070	126,718	10,5%	-0,3%
Taux de créances douteuses	6,5%	5,1%	6,0%	4,5%	4,2%	4,7%	4,9%	5,8%	5,5%	32,4%	-4,8%
Ménages											
Crédits à la consommation	51,357	60,695	61,556	66,080	66,386	69,018	70,147	73,320	73,058	10,1%	-0,4%
Crédits de trésorerie	45,192	54,209	54,468	57,396	57,563	60,246	60,970	63,144	63,317	10,0%	0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	6,112	6,433	6,979	5,330	5,468	5,408	5,675	6,284	5,346	-2,2%	-14,9%
Crédit-bail	0,053	0,053	0,109	3,354	3,355	3,364	3,502	3,892	4,395	31,0%	12,9%
Crédits à l'habitat	33,617	39,292	39,909	41,232	44,185	49,217	49,979	52,015	53,909	22,0%	3,6%
Autres crédits	1,763	0,930	0,896	0,979	0,963	0,856	0,822	1,197	1,182	22,7%	-1,3%
Encours sain	86,737	100,917	102,361	108,291	111,534	119,091	120,948	126,532	128,149	14,9%	1,3%
Créances douteuses brutes	3,352	4,707	4,743	5,615	6,514	5,053	4,740	4,308	4,312	-33,8%	0,1%
Encours total	90,089	105,624	107,104	113,906	118,048	124,144	125,688	130,840	132,461	12,2%	1,2%
Taux de créances douteuses	3,7%	4,5%	4,4%	4,9%	5,5%	4,1%	3,8%	3,3%	3,3%	-41,0%	-1,1%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,003	0,467	0,468	0,031	0,075	0,038	0,020	0,005		-100,0%	-100,0%
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	0,003	0,467	0,468	0,031	0,075	0,038	0,020	0,005			
Crédits à l'équipement	2,176	14,452	14,378	14,740	14,718	13,532	13,450	13,183	13,112	-10,9%	-0,5%
Autres crédits	0,013	4,627	4,638	4,627	4,637	4,385	4,414	4,410	4,384	-5,5%	-0,6%
Encours sain	2,192	19,546	19,484	19,398	19,430	17,955	17,884	17,598	17,496	-10,0%	-0,6%
Créances douteuses brutes		0,042	0,025	0,023	0,026					-100,0%	-
Encours total	2,192	19,588	19,509	19,421	19,456	17,955	17,884	17,598	17,496	-10,1%	-0,6%
Taux de créances douteuses		0,2%	0,1%	0,1%	0,1%					-100,0%	-
Autres agents											
Encours sain	2,429	1,316	2,309	2,574	2,466	3,418	2,314	2,701	3,801	54,1%	40,7%
Créances douteuses brutes		0,002									
Encours total	2,429	1,318	2,309	2,574	2,466	3,418	2,314	2,701	3,801	54,1%	40,7%
Taux de créances douteuses		0,2%									
TOTAL											
Encours sain	180,565	220,582	225,428	235,853	243,426	252,651	255,053	266,587	269,214	10,6%	1,0%
Créances douteuses brutes	9,418	9,942	11,149	10,553	11,270	10,549	10,532	11,622	11,262	-0,1%	-3,1%
Encours total	189,983	230,524	236,577	246,406	254,696	263,200	265,585	278,209	280,476	10,1%	0,8%
Taux de créances douteuses	5,0%	4,3%	4,7%	4,3%	4,4%	4,0%	4,0%	4,2%	4,0%	-9,3%	-3,9%
Taux de provisionnement	48,2%	59,1%	52,7%	48,2%	53,8%	50,1%	52,5%	49,1%	51,8%	-3,8%	5,4%

Encours de crédit sain des EC locaux

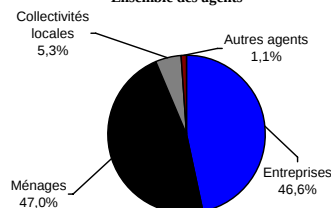


Structure des passifs financiers

Répartition des encours

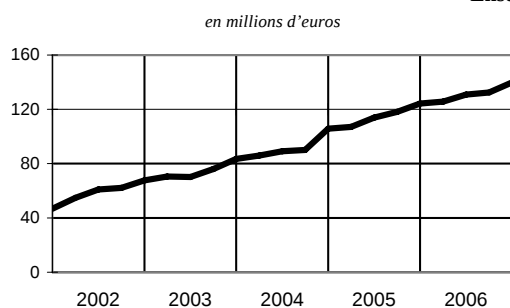


Ensemble des agents

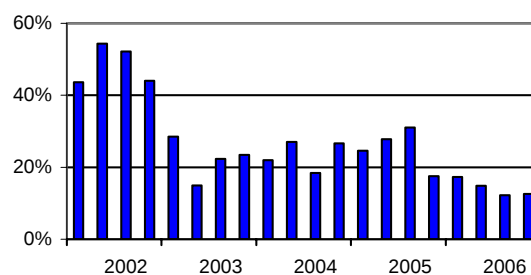


L'endettement des ménages

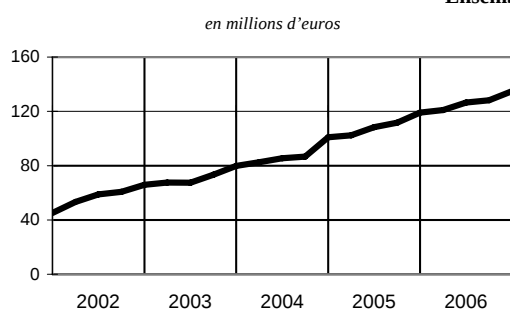
Ensemble des concours



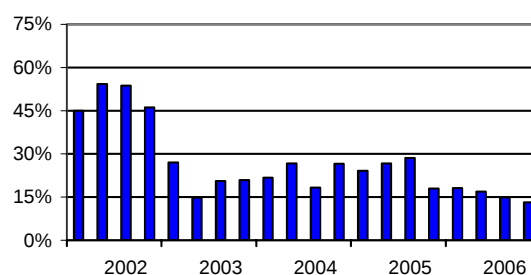
Variations trimestrielles en glissement annuel



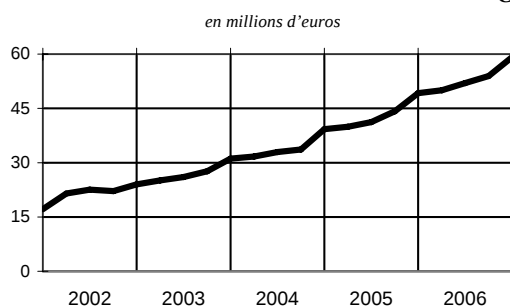
Ensemble des concours sains



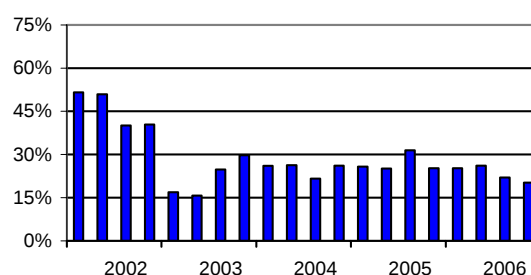
Variations trimestrielles en glissement annuel



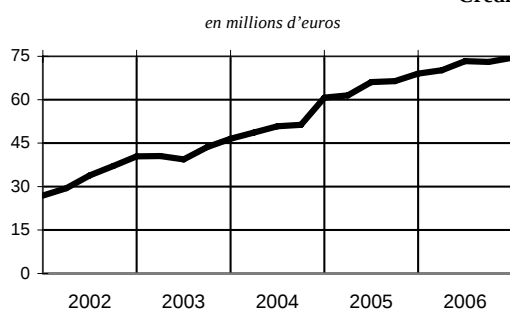
Crédit à l'habitat



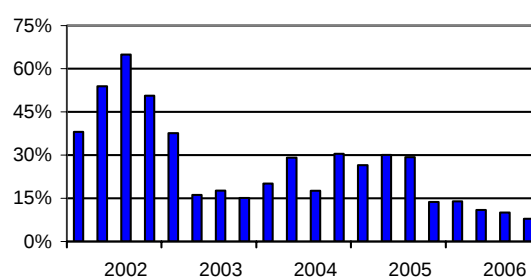
Variations trimestrielles en glissement annuel



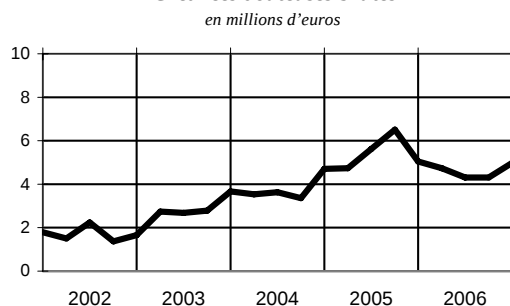
Crédit à la consommation



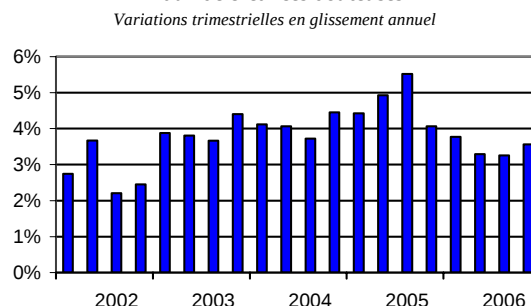
Variations trimestrielles en glissement annuel



Créances douteuses brutes



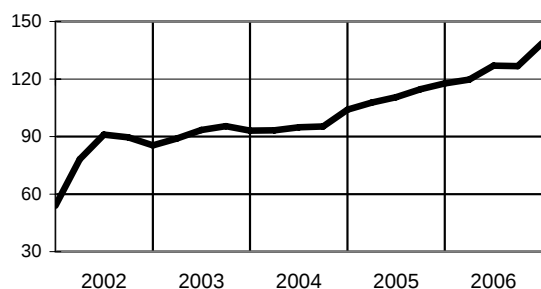
Taux de créances douteuses



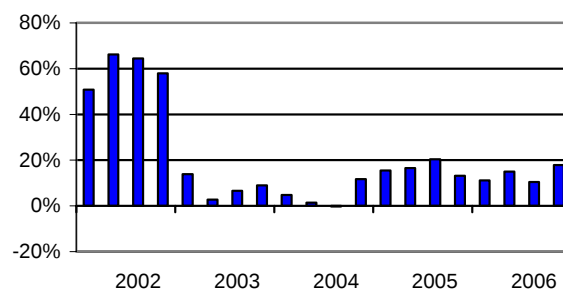
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros

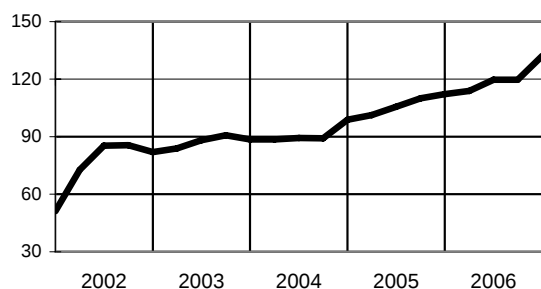


Variations trimestrielles en glissement annuel

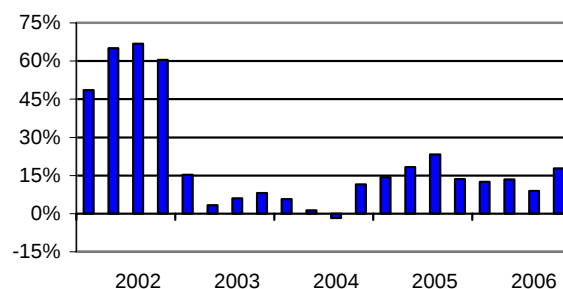


Ensemble des concours sains

en millions d'euros

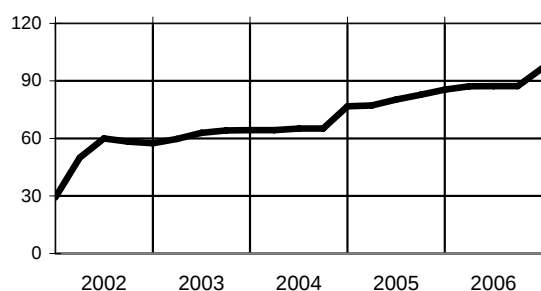


Variations trimestrielles en glissement annuel

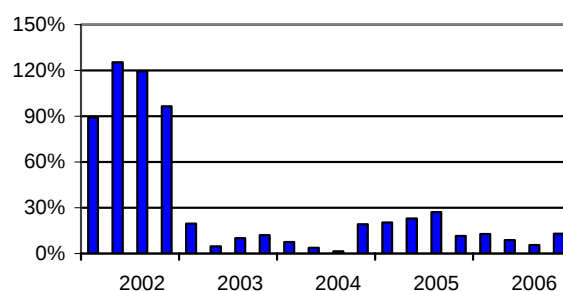


Crédits d'investissement

en millions d'euros

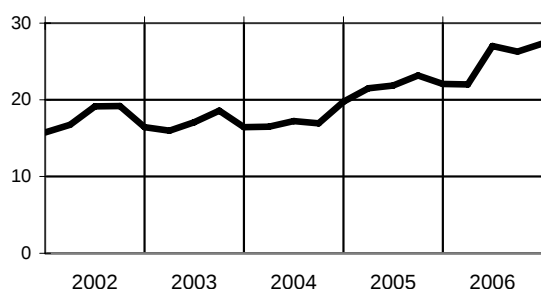


Variations trimestrielles en glissement annuel

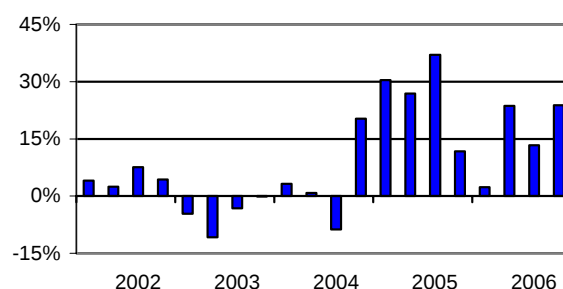


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

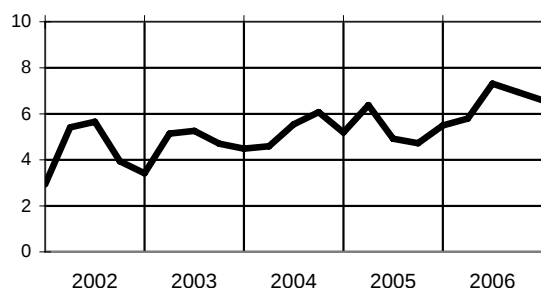


Variations trimestrielles en glissement annuel



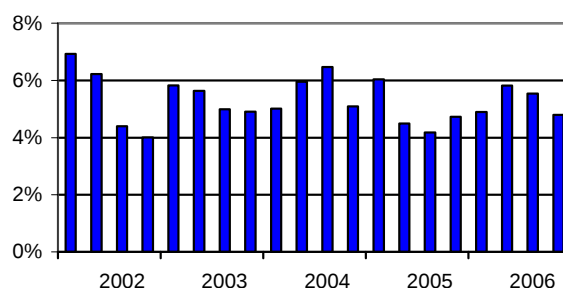
Créances douteuses brutes

en millions d'euros



Taux de créances douteuses

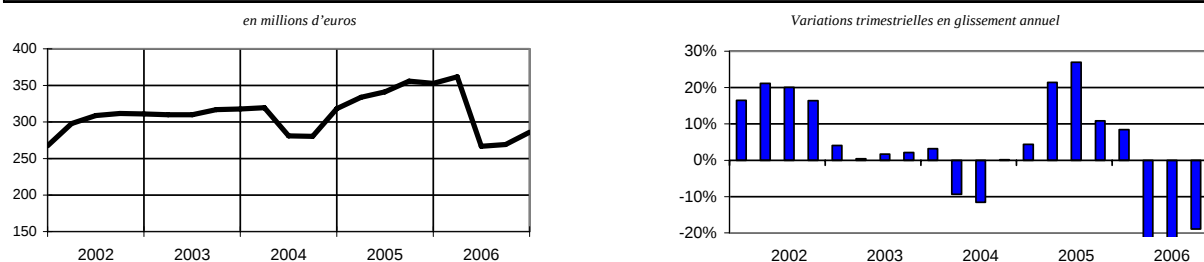
Variations trimestrielles en glissement annuel



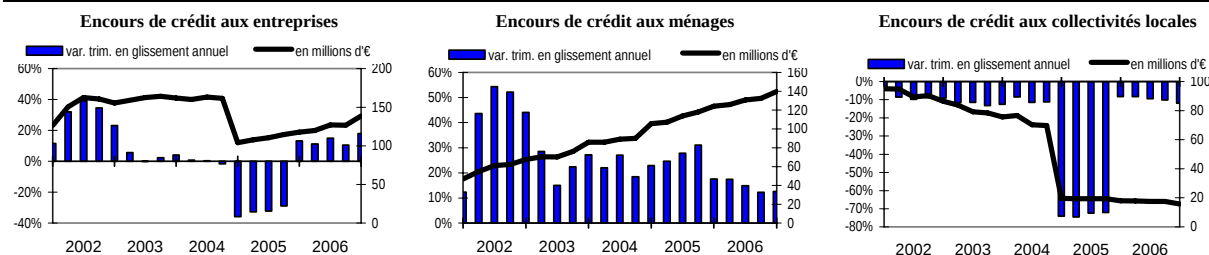
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	19,748	21,500	21,842	23,196	22,065	21,998	27,016	26,277	27,315	23,8%	4,0%
Créances commerciales	4,610	3,506	3,948	4,099	3,594	3,760	5,029	4,709	5,401	50,3%	14,7%
Crédits de trésorerie	10,159	11,067	10,526	12,691	13,451	13,542	14,088	15,561	13,463	0,1%	-13,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,979	6,927	7,368	6,406	5,020	4,696	7,899	6,007	8,451	68,3%	40,7%
Affecturation											
Crédits d'investissement	77,904	78,486	81,432	83,533	86,893	88,414	88,464	88,231	97,664	12,4%	10,7%
Crédits à l'équipement	74,944	75,482	75,090	77,075	80,342	81,261	80,573	80,119	88,885	10,6%	10,9%
Crédit-bail	2,960	3,004	6,342	6,458	6,551	7,153	7,891	8,112	8,779	34,0%	8,2%
Crédits à l'habitat	28,416	28,479	28,699	38,107	29,888	29,969	30,285	30,097	32,039	7,2%	6,5%
Autres crédits	3,733	3,641	4,037	3,991	3,375	3,302	3,259	3,717	3,610		
Encours sain	129,801	132,106	136,010	148,827	142,221	143,683	149,024	148,322	160,628	12,9%	8,3%
Créances douteuses brutes	39,798	39,612	35,917	27,139	35,196	36,868	39,339	38,751	36,482	3,7%	-5,9%
Encours total	169,599	171,718	171,927	175,966	177,417	180,551	188,363	187,073	197,110	11,1%	5,4%
Taux de créances douteuses	23,5%	23,1%	20,9%	15,4%	19,8%	20,4%	20,9%	20,7%	18,5%	-6,7%	-10,6%
Ménages											
Crédits à la consommation	60,695	61,556	66,080	66,386	69,018	70,147	73,320	73,058	74,463	7,9%	1,9%
Crédits de trésorerie	54,209	54,468	57,396	57,563	60,246	60,970	63,144	63,317	64,919	7,8%	2,5%
Comptes ordinaires débiteurs	6,433	6,979	5,330	5,468	5,408	5,675	6,284	5,346	4,738	-12,4%	-11,4%
Crédit-bail	0,053	0,109	3,354	3,355	3,364	3,502	3,892	4,395	4,806	42,9%	9,4%
Crédits à l'habitat	39,293	39,909	41,232	44,185	49,217	49,979	52,015	53,909	59,154	20,2%	9,7%
Autres crédits	0,930	0,896	0,979	0,963	0,856	0,822	1,197	1,182	1,201	40,3%	1,6%
Encours sain	100,918	102,361	108,291	111,534	119,091	120,948	126,532	128,149	134,818	13,2%	5,2%
Créances douteuses brutes	4,707	4,743	5,615	6,514	5,053	4,740	4,308	4,312	4,981	-1,4%	15,5%
Encours total	105,625	107,104	113,906	118,048	124,144	125,688	130,840	132,461	139,799	12,6%	5,5%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,4%	4,9%	5,5%	4,1%	3,8%	3,3%	3,3%	3,6%	-12,5%	9,4%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,467	0,468	0,031	0,075	0,038	0,020	0,005			-100,0%	-
Crédits de trésorerie											
Comptes ordinaires débiteurs	0,467	0,468	0,031	0,075	0,038	0,020	0,005				
Crédits à l'équipement	50,673	61,587	61,633	60,525	57,973	57,003	55,648	55,053	52,706	-9,1%	-4,3%
Autres crédits	32,371	32,382	30,272	30,282	27,931	27,960	25,856	26,394	23,467	-16,0%	-11,1%
Encours sain	83,511	94,437	91,936	90,882	85,942	84,983	81,509	81,447	76,173	-11,4%	-6,5%
Créances douteuses brutes	1,467	1,498	3,750	2,709	2,239	1,388				-100,0%	-
Encours total	84,978	95,935	95,686	93,591	88,181	86,371	81,509	81,447	76,173	-13,6%	-6,5%
Taux de créances douteuses				2,5%	2,5%	1,6%				-100,0%	-
Autres agents											
Encours sain	3,992	4,816	4,977	4,701	5,549	12,276	4,560	5,556	4,820	-13,1%	-13,2%
Créances douteuses brutes	0,002										
Encours total	3,994	4,816	4,977	4,701	5,549	12,276	4,560	5,556	4,820	-13,1%	-13,2%
Taux de créances douteuses											
TOTAL											
Encours sain	318,222	333,720	341,214	355,944	352,803	361,890	361,625	363,474	376,439	6,7%	3,6%
Créances douteuses brutes	45,974	45,853	45,283	36,362	42,488	42,996	43,647	43,063	41,463	-2,4%	-3,7%
Encours total	364,196	379,573	386,497	392,306	395,291	404,886	405,272	406,537	417,902	5,7%	2,8%
Taux de créances douteuses	12,6%	12,1%	11,7%	9,3%	10,7%	10,6%	10,8%	10,6%	9,9%	-7,7%	-6,3%
Taux de provisionnement	52,5%	52,4%	75,1%	83,9%	65,7%	52,3%	43,0%	43,8%	30,7%	-53,3%	-30,0%

Encours de crédit sain total



Concours consentis par les EC



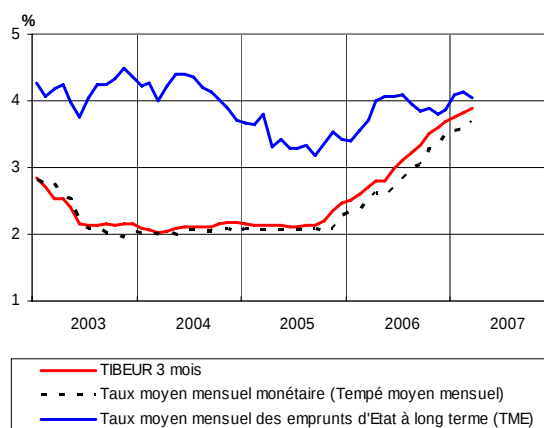
5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (14/03/2007)	3,75%
Taux de la facilité de dépôt (14/03/2007)	2,75%
Taux de la facilité de prêt (14/03/2007)	4,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafond de l'usure application à compter		
		du 4e trimestre 2006	du 1er trimestre 2007	du 2e trimestre 2007
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers			
	- Prêts à taux fixe	6,16%	6,39%	6,27%
	- Prêts à taux variable	5,73%	6,12%	6,24%
	- Prêts relais	6,03%	6,21%	6,35%
	Autres prêts			
	- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,53% 18,81% 8,51%	20,76% 19,07% 8,44%	20,33% 19,25% 8,72%
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **			
	- Découverts en compte***	14,00%	14,19%	14,44%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

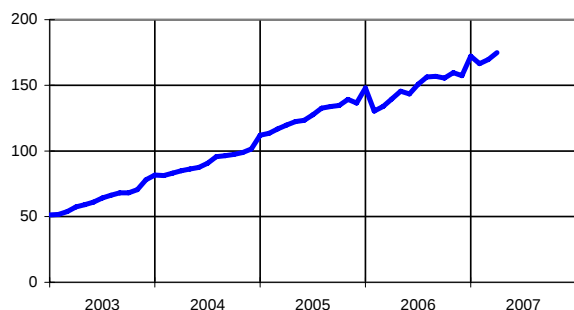
(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

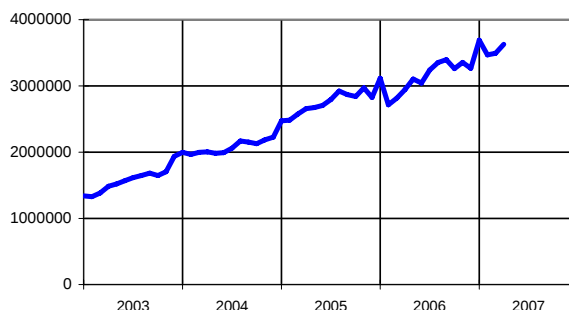
6.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 31 mars 2007

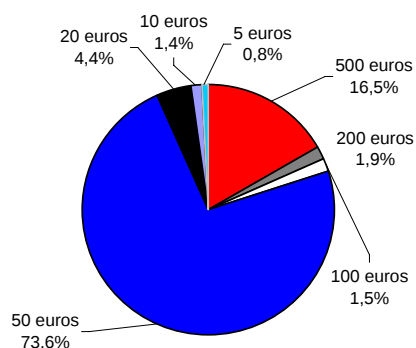
en millions d'Euros



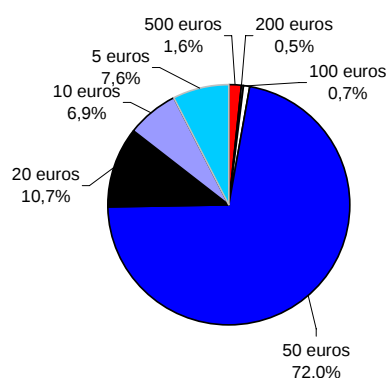
en nombre



Répartition des billets en valeur



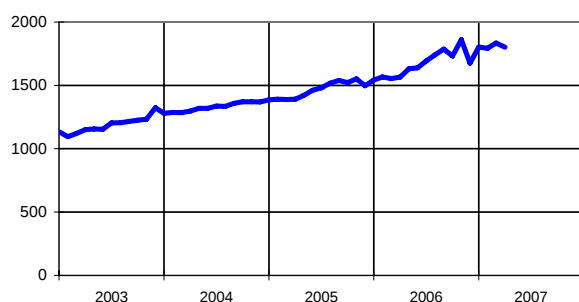
Répartition des billets en volume



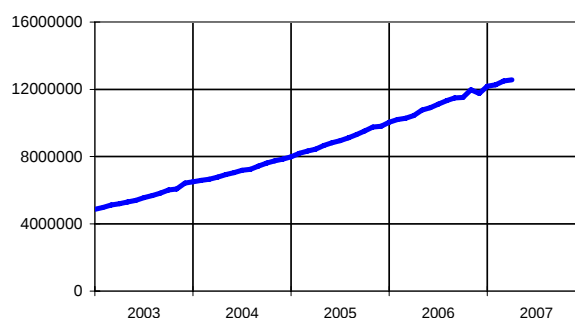
6.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 31 mars 2007

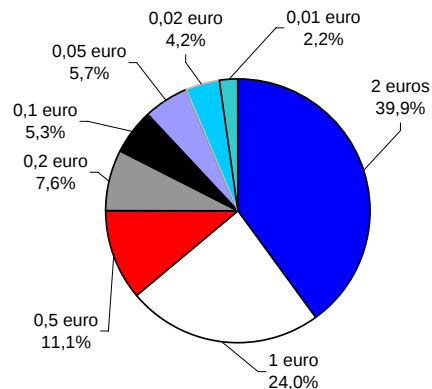
en milliers d'euros



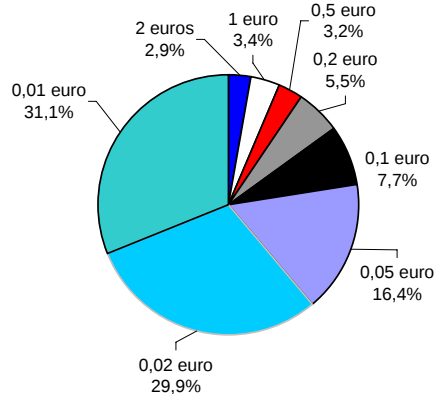
en nombre



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 10 avril 2007

Dépôt légal : 10 avril 2007 - n° ISSN : 0296-3116